Paul VÉRON, Benoît EYRAUD et Arnaud BÉAL

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Selon qu'elle est employée au singulier ou au pluriel, l'expression d'accès au(x) droit(s) recouvre un sens différent. L'accès au droit (au singulier) vise l'accès à des informations ou à des institutions juridiques, une meilleure connaissance par les individus du contenu des lois, de leurs droits et des procédures et aides juridiques auxquelles recourir. C'est en ce sens que la loi du 18 décembre 1998¹, qui crée notamment des « Conseils départementaux de l'accès au droit », met en place un ensemble de mesures pour favoriser cet accès. L'objectif est de faire en sorte que toute personne puisse connaître ses droits et ses obligations et être informée des moyens de les faire valoir ou les exécuter. Dans le même esprit, la loi du 18 novembre 2016² promeut dans son article 1^{er} « l'accès au droit et [...] un égal accès à la justice ».

L'accès aux droits (au pluriel) vise plus volontiers l'accès effectif de certaines catégories de populations, souvent fragiles, à des droits sociaux déterminés, dans un objectif d'inclusion sociale. R. Lafore note ainsi que « l'accès aux droits s'est affirmé au tournant des années 2000 comme nouveau paradigme de l'action sociale », avec pour objectif de « ramener les bénéficiaires de l'action sociale au "droit commun", c'est-à-dire au bénéfice des biens, services et prestations disponibles pour tous les citoyens³ ». L'auteur ajoute que « l'accès aux droits consiste, à rebours du modèle institué de placement et de prise en charge par des filières spécialisées, dans la volonté d'inclure, à savoir de référer potentiellement tous les publics aux structures et organisations de droit commun ». L'expression a initialement fait son apparition avec la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, dont le titre premier « accès aux droits », décline des mesures relatives à l'accès au travail, au logement et aux soins. Elle a été reprise dans la loi du 11 février 2005⁴ sur le handicap, l'article L. 114-1 du

1. Loi n° 98-1163 relative à l'accès au droit et la résolution amiable des conflits.

2. Loi n° 2016-1547 de modernisation de la justice au XXI^e siècle.

3. LAFORE Robert, « L'accès aux droits, de quoi parle-t-on ? », *Regards*, n° 46, 2014/2, p. 21.

4. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

Code de l'action sociale et des familles précisant que « Toute personne handicapée a droit à la solidarité de l'ensemble de la collectivité nationale, qui lui garantit, en vertu de cette obligation, l'accès aux droits fondamentaux reconnus à tous les citoyens ainsi que le plein exercice de sa citoyenneté. » L'objectif de l'accès aux droits s'est depuis étendu à d'autres pans de la législation, à propos des jeunes en difficultés pris en charge par le service de protection judiciaire de la jeunesse⁵, des bénéficiaires du droit d'asile⁶, des personnes éloignées des systèmes de prévention et de soins⁷, des usagers de drogues⁸, ou encore à propos de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes⁹. De même, il revient au département de favoriser « l'accès aux droits et aux services des publics dont il a la charge », en particulier les personnes fragilisées¹⁰. De manière plus emblématique encore, l'expression apparaît dans un chapitre du code de la sécurité sociale consacré à la « Lutte contre le non-recours aux droits et aux prestations. » Il relève ainsi de la mission des organismes de sécurité sociale de « détecter les situations dans lesquelles des personnes sont susceptibles de bénéficier de droits ou de prestations et à accompagner ces personnes dans l'accès à leurs droits et au service des prestations auxquelles elles peuvent prétendre¹¹ ». On le voit, l'expression relève principalement de l'univers des droits sociaux et de l'action sociale. Elle laisse entendre que certaines personnes éprouvent, davantage que d'autres, des difficultés à faire valoir leurs droits, ce qui nuit à leur inclusion sociale. Ainsi, « garantir l'accès aux droits, au pluriel, implique [...] que l'on intègre pleinement la question de l'effectivité des droits, de leur réalisation et de leur concrétisation pour les individus¹² ».

DES DROITS DIFFICILES D'ACCÈS

La notion d'accès aux droits suggère ainsi l'idée qu'il ne suffit pas d'avoir des droits ou que ces derniers soient affirmés dans l'ordre juridique. Il y a bien

5. Art. D. 611-10 C. just. Min. : la protection judiciaire de la jeunesse « vise notamment à favoriser l'accès aux droits ».

6. Art. L. 561-14 CESEDA.

7. Art. L. 1110-13 CSP : « La médiation sanitaire et l'interprétariat linguistique visent à améliorer l'accès aux droits, à la prévention et aux soins des personnes éloignées des systèmes de prévention et de soins, en prenant en compte leurs spécificités. »

8. Art. R. 3121-33-1 CSP : « Les centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues assurent [...] 3° Le soutien aux usagers dans l'accès aux droits, l'accès au logement et à l'insertion ou la réinsertion professionnelle. »

9. Art. L. 5314-2 CT : « les missions locales sont reconnues comme participant au repérage des situations qui nécessitent un accès aux droits sociaux, à la prévention et aux soins, et comme mettant ainsi en œuvre les actions et orientant les jeunes vers des services compétents qui permettent la prise en charge du jeune concerné par le système de santé de droit commun et la prise en compte par le jeune lui-même de son capital santé ».

10. Art. L. 3211-1 CGCT.

11. Art. L. 261-1 CSS.

12. LEJEUNE Aude, « Accès au droit en France : la socialisation juridique comme condition de l'accès aux droits », *Les politiques sociales*, n°s 3-4, 2014/2, p. 48.

souvent un chemin à emprunter et à parcourir¹³ pour obtenir leur pleine réalisation. Entre l'affirmation d'un droit subjectif et sa concrétisation, peuvent se dresser un ensemble d'obstacles qui remettent en cause le bénéfice réel que ce droit confère à l'individu qui en est titulaire. Chacun a fait, d'une manière ou d'une autre, l'expérience de cet écart, parfois ce fossé. Dans le champ judiciaire, le coût et la dépense de temps et d'énergie qu'impliquent une procédure juridictionnelle dissuadent de nombreuses personnes de faire valoir leur droit en justice quand il n'est pas respecté, ce même lorsqu'elles ont peu de doute sur leur « bon droit ». De même, la complexité de certaines procédures administratives peut dissuader d'entamer les démarches pour l'obtention d'aides de l'État¹⁴. Les importants travaux de l'ODENORE¹⁵, consacrés aux phénomènes de non-recours aux droits, en particulier s'agissant des droits sociaux, illustrent bien cette problématique. C'est également ce que montrent les travaux sur la manière dont on fait « valoir ses droits dans la vie quotidienne¹⁶ », sur les relations administratives et « la vie au guichet¹⁷ ». Les droits sociaux ne sont pas de réalisation spontanée mais doivent être activés par leurs bénéficiaires, à travers des procédures et interactions sociales, la « dématérialisation » des démarches rendant cette activation tantôt plus simple, tantôt plus compliquée pour les intéressés.

L'ACCÈS AUX DROITS À L'ÉPREUVE DE LA VULNÉRABILITÉ

La vulnérabilité fait depuis environ quinze ans l'objet d'une attention croissante dans le champ des sciences sociales, en sociologie¹⁸, en philosophie¹⁹, en éthique, mais aussi en droit où les travaux qui lui sont consacrés se multiplient²⁰.

13. DEVILLE Clara, « Les chemins du droit. Ethnographie des parcours d'accès au RSA en milieu rural », *Gouvernement et action publique*, vol. 7, 2018/3, p. 83-112.
14. BÉAL Arnaud, *Pauvreté, (non-)recours aux droits sociaux et représentations sociales*, thèse de doctorat en psychologie sociale, dir. Nikos Kalampalikis, Lyon, université Lyon 2, 2016.
15. Observatoire des non-recours aux droits et services : [<https://odenore.msh-alpes.fr/>].
16. SIBLOT Yasmine, *Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2006, 348 p.
17. DUBOIS Vincent, *La vie au guichet. Relation administrative et traitement de la misère*, Paris, Economica, coll. « Études politiques », 2008, 202 p.
18. BRODIEZ-DOLINO Axelle, BUELTZINGSLOEWEN Isabelle von, EYRAUD Benoît, LAVAL Christian et RAVON Bertrand, *Vulnérabilités sanitaires et sociales. De l'histoire à la sociologie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Des Sociétés », 2014, 276 p.
19. GARRAU Marie, *Politiques de la vulnérabilité*, Paris, Éditions du CNRS, 2018; FERRARESE Estelle, « Vivre à la merci. Le care et les trois figures de la vulnérabilité dans les théories politiques contemporaines », *Multitudes*, n°s 37-38, 2009/2-3, p. 132.
20. COHET-CORDEY Frédérique (dir.), *Vulnérabilité et droit. Le développement de la vulnérabilité et ses enjeux en droit*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2000, 336 p.; PAYET Élisabeth et RICHARD Pascal (dir.), *Effectivité des droits et vulnérabilité de la personne*, Bruylant, 2014; ROUVIÈRE Frédéric, *Le droit à l'épreuve de la vulnérabilité, études de droit français et comparé*, Bruylant, 2011, 284 p.; DUGNE Juliette, *La vulnérabilité de la personne majeure. Essai de droit privé*, préface François Vialla, Dalloz, coll. « Nouvelle Bibliothèque

La notion a été dénoncée comme excessivement vague, parce que rassemblant des réalités très hétérogènes. Le pauvre, le malade, la personne en situation de handicap, la personne âgée en perte d'autonomie, la femme enceinte ou l'enfant, sont ainsi des personnes dites « vulnérables ». La vulnérabilité désigne, dans son sens le plus général, un état de fragilité particulière, qui appelle un besoin accru de protection, ce qui peut s'étendre, au-delà des personnes, à d'autres entités, comme les animaux²¹ ou les écosystèmes²². S'agissant des personnes, la vulnérabilité est toutefois souvent associée à une difficulté à exercer ses droits, à les faire valoir ou à les faire respecter²³. Certaines études ont ainsi montré les difficultés d'accès à la justice²⁴, ou la faible effectivité des droits sociaux pour les plus précaires²⁵.

Principalement mobilisée dans le champ de l'action sociale et des droits sociaux, la notion d'accès aux droits nous semble, au-delà, propre à éclairer les difficultés rencontrées par l'ensemble des personnes vulnérables, quelle que soit la cause de leur fragilité. Les personnes en situation de vulnérabilité physique ou psychique, en particulier, sont, comme les personnes en grande précarité sociale (formes de vulnérabilités qui peuvent au demeurant se cumuler), largement confrontées à des difficultés d'accès aux droits. Il y a à cela plusieurs raisons.

D'abord, parce que ces personnes ont parfois, de fait, en raison d'un handicap physique, psychique ou social, une difficulté à exercer elles-mêmes leurs droits et un besoin d'aide particulier, pour connaître leurs droits, savoir à qui s'adresser, pour se déplacer et se rendre à un guichet, pour utiliser l'outil informatique, pour se faire comprendre ou comprendre ce qui leur est dit. Il a par exemple été montré qu'il est plus difficile d'invoquer son droit de priorité dans

---

des Thèses », vol. 216, 2022 ; voir aussi, BOTTINI Eleoana et LARRALDE Jean-Manuel (dir.), « Vulnérabilités et droit », dossier publié aux *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, 18/2020, en particulier la contribution de RAOUL-CORMEIL Gilles, « La notion de personne vulnérable en droit civil », 19 novembre 2021, [<http://journals.openedition.org/crdf/6427>], consulté le 5 juillet 2023 ; BOUJEKA Augustin et ROCCATI Marjolaine, *La vulnérabilité en droit international, européen et comparé*, Paris, Presses universitaires de Paris-Nanterre, coll. « Sciences juridiques et politiques », 2022 ; ROUX-DEMARE François-Xavier, « La notion de vulnérabilité, approche juridique d'un concept polymorphe », *Les cahiers de la justice*, n° 4, 2019, p. 619.

21. MATHIS Charles-François, FRIoux Stéphane, DAGENais Michèle et WALTER François, « Vulnérabilités environnementales : perspectives historiques », *La revue électronique en sciences de l'environnement*, vol. 16, n° 3, décembre 2016.
22. GUÉRIN Dorothee, « La notion de vulnérabilité appliquée à l'animal », in François-Xavier ROUX-DEMARE (dir.), *L'animal et l'homme*, Mare & Martin, coll. « Droit privé & sciences criminelles », 2019, p. 53.
23. ROMAN Diane, « Vulnérabilité et droits fondamentaux – Rapport de synthèse », *RDLF*, 2019, chron. n° 19.
24. DONIER Virginie et LAPEROU SCHNEIDER Béatrice (dir.), *L'accès à la justice de la personne vulnérable en droit interne*, Paris, Éd. de l'épitoque, 2016, 200 p.
25. ROMAN Diane (dir.), *Droit des pauvres, pauvres droits ? Recherche sur la justiciabilité des droits sociaux*, Centre de recherche et d'études sur les droits fondamentaux, Nanterre, 2010, [<https://revdh.files.wordpress.com/2012/06/droits-des-pauvres-pauvres-droits.pdf>].

les transports pour des personnes dont le handicap n'est pas ou peu visible²⁶. Pour les personnes en situation de vulnérabilité, cette difficulté ne concerne pas que le recours aux droits sociaux (*droits à*) mais aussi l'exercice des libertés (*droits de*). La question des obstacles à l'effectivité des droits est souvent abordée à propos des droits-créances, moins à propos des libertés. Les individus sont censés jouir de leurs libertés dès lors que l'État ne les en empêche pas ou garantit que d'autres ne les en empêchent pas. Pour se déplacer (liberté d'aller et venir), se réunir (liberté de réunion), s'exprimer (liberté d'expression), penser (liberté de conscience), exercer son culte (liberté religieuse), il n'y a *a priori* pas besoin d'une aide ou intervention extérieure. Ce constat se vérifie beaucoup moins pour les personnes en situation de handicap, pour lesquelles l'exercice concret, sans aide humaine et/ou technique, de certaines libertés peut également s'avérer difficile. Une personne à mobilité réduite peut, par exemple, avoir besoin de l'assistance d'une tierce personne pour les déplacements et gestes du quotidien. D'où le développement, dans le champ du handicap, de la notion d'accessibilité²⁷, qui est elle-même devenue l'objet d'un droit pour toute personne en situation de handicap. Si elle a d'abord été pensée au regard des difficultés d'accès à certains lieux, pour les personnes à mobilité réduite, la notion d'accessibilité a un objet plus large et attire l'attention sur l'ensemble des obstacles qui doivent être levés pour que la concrétisation des droits des personnes concernées soit possible.

Ensuite, les personnes vulnérabilisées sont, plus souvent que d'autres, confrontées à des situations où leur parole et leur volonté sont négligées ou disqualifiées et passent au second plan. Elles sont également plus facilement sujettes à des attitudes d'infantilisation ou des postures paternalistes. C'est l'expérience vécue de nombreuses personnes âgées, de personnes handicapées ou de malades psychiatriques. Au quotidien, la présence – réelle ou supposée – d'un état de vulnérabilité conduit de nombreux tiers (à commencer par l'entourage familial de la personne) à renverser la « présomption ordinaire de capacité » que l'on prête « normalement » aux individus, et à mettre en doute leur aptitude à se déterminer eux-mêmes. Ces tiers peuvent alors intervenir ou envisager d'intervenir pour protéger les intérêts de la personne vulnérable.

Enfin, ce renversement de la « présomption de capacité » peut parfois s'inscrire dans le droit lui-même. Nombreuses personnes vulnérables sont ainsi sujettes à des mesures limitant leur capacité juridique au nom d'un besoin de protéger leur intérêt²⁸, le cas échéant contre leurs préférences et leur volonté. Ces mesures peuvent avoir un impact non négligeable sur leur capacité d'agir au

26. REVILLARD Anne, *Des droits vulnérables. Handicap, action publique et changement social*, Paris, Presses de Sciences Po, coll. « Académique », 2020, 234 p.

27. ZAFFRAN Joël (dir.), *Accessibilité et handicap*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, coll. « Handicap, Vieillesse, Société », 2015, 322 p.

28. LEFEUVRE Karine et MOISDON-CHATAIGNER Sylvie (dir.), *Protéger les majeurs vulnérables*, vol. 2 : *L'intérêt de la personne protégée*, Paris, Presses de l'EHESP, 2017.

quotidien. Certes, les effets des mesures de protection sont contrastés du point de vue de l'accès aux droits²⁹. D'un côté, la présence d'une mesure de tutelle peut permettre de remédier à des situations de non-recours aux droits sociaux, par exemple lorsque la personne n'a pas fait les démarches pour demander une aide au logement ou bien l'allocation adulte handicapé. La possibilité pour un tuteur de prendre des décisions et agir à la place de la personne et pour son compte est donc un outil pour accéder à certains droits. La protection civile sert la protection sociale. De l'autre, cette limitation des capacités juridiques, qui entrave la liberté d'action de la personne, constitue elle-même, sous un autre angle, une limite à l'accès aux droits. C'est qu'en effet, l'accès aux droits ne peut plus aujourd'hui être conçu indépendamment de la question de l'exercice personnel, autant que possible, par les personnes vulnérables, de leurs droits et libertés³⁰. La Convention internationale relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH), lorsqu'elle consacre le droit de ces personnes à exercer pleinement leur capacité juridique, dans des conditions d'égalité avec les autres (art. 12), suggère que ce qui compte pour les individus n'est pas seulement le bénéfice de certains biens ou services, peu important le processus d'obtention, mais aussi que leur pouvoir de décision, la considération de leur volonté, la prise en compte de leurs préférences, soient garantis. La fin ne justifie pas les moyens. En d'autres termes, l'accès aux droits ne peut ignorer la question de la participation des personnes aux choix qui les concernent. Le slogan « *nothing about us without us* » illustre cette revendication. En dépit d'une évolution très progressive de ce modèle de non-discrimination dans l'exercice personnel des droits, le droit français a connu certaines avancées ces deux dernières décennies³¹. La loi du 5 mars 2007³² prévoit que l'autonomie de la personne protégée doit être privilégiée autant que possible³³. Elle reconnaît que cette dernière choisit son lieu de vie et ses relations³⁴. Une ordonnance du 11 mars 2020 a renforcé l'autonomie du majeur protégé en ce qui concerne les décisions relatives à sa santé³⁵. La loi du 23 mars 2019 a supprimé la possibilité pour le juge de priver le majeur en tutelle du droit de vote³⁶. Si ce dernier

29. EYRAUD Benoît, *Protéger et rendre capable. La considération civile et sociale des personnes très vulnérables*, Paris, Érès, 2013, 440 p.

30. MERCAT-BRUN Marie, « Comment repenser la capacité de la personne majeure vulnérable ? », *Revue de droit du travail*, 2018, p. 31-43.

31. EYRAUD Benoît et BÉAL Arnaud, « Le processus d'ancrage territorial des droits humains : l'exemple de la convention de l'ONU sur les droits des personnes handicapées », *Annales de géographie*, vol. 737, n° 1, 2021, p. 86.

32. Loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.

33. C. civ., art. 459 et art. 415.

34. C. civ., art. 459-2.

35. CSP, art. L. 1111-4 al. 9. Voir RAOUL-CORMEIL Gilles, « La recodification du droit de la santé du majeur protégé : le pour et le contre », *RGDM*, n° 75, 2020, p. 101 ; GATTI Laurence, « Les décisions de santé des majeurs protégés. Pour un dialogue entre protecteurs et professionnels de santé », *Les études hospitalières*, 2022.

36. Loi n° 2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice, dont l'art. 11 supprime l'article L. 5 du Code électoral.

exemple concerne certes la suppression d'une incapacité de jouissance et non simplement d'exercice, il illustre l'importance aujourd'hui accordée à la participation de la personne à la vie sociale et citoyenne. La manière de concevoir l'accès aux droits au début du XXI^e siècle ne peut donc plus ignorer cette dimension de participation, au nom de l'autonomie³⁷. Accéder aux droits sans avoir voix au chapitre est vécu, pour bien des personnes, comme une contradiction.

UNE APPROCHE PAR CAS

Le choix a été fait d'éclairer les difficultés que rencontrent les personnes vulnérables dans l'accès et l'exercice concret de leurs droits à partir d'études de cas proposées par les auteurs. La méthode du cas est en effet un support d'analyse et de réflexion communs tant au sociologue qu'au juriste, au psychologue, au médecin, au travailleur social, ou encore aux « experts profanes ». Il a été demandé à chaque contributeur d'explicitier, autant que possible, sa méthode d'écriture et d'analyse de cas, en l'inscrivant dans une tradition académique disciplinaire. Une telle approche, attentive d'abord à la singularité des configurations plus qu'aux règles standardisées³⁸, rend possible l'ouverture du questionnement sur l'accès aux droits vers des difficultés jusqu'alors peu appréhendées par les usages juridiques ou sociaux de cette notion. Les cas ici étudiés ont des origines diverses. Ils peuvent être issus de décisions de justice, d'observations réalisées lors d'enquêtes de terrain, ils peuvent être inspirés de situations rencontrées dans une pratique professionnelle (médecin, mandataire à la protection des majeurs, travailleur social), ou résulter de témoignages de personnes vulnérables. Ils peuvent être plus ou moins inspirés du réel et (re)construits de manière fictive.

La démarche de l'ouvrage se veut socio-juridique tout d'abord parce qu'elle ambitionne de s'intéresser aux déterminants à la fois juridiques (ceux qui se trouvent dans le droit lui-même) et sociaux (ceux qui ressortent des pratiques sociales) de l'accès aux droits, en attachant de l'importance à la fois aux normes sociales informelles mais aussi aux normes juridiques, souvent plus formalisées. Ainsi, par exemple, le renversement de la présomption de capacité qui s'opère à propos des personnes vulnérables ne saurait être abordé simplement sous l'angle juridique, en séparant de manière trop tranchée la condition des personnes vulnérables qui font l'objet d'une mesure judiciaire de protection (tutelle, curatelle, habilitation familiale) de celles qui échappent à ce régime. Cette différence est certes importante, mais elle doit être relativisée, notamment parce que la disqualification des capacités de nombreuses personnes vulnérables s'opère, au-delà et bien plus largement, dans les relations du quotidien. Chaque auteur s'est efforcé,

37. GZIL Fabrice, *Fragilités et soins de l'autonomie : du fonctionnel au civil*, mémoire original HDR, École normale supérieure, 2023, spéc. p. 83 et s.

38. OST François, « Penser par cas : la littérature comme laboratoire expérimental de la démarche juridique », *RIEJ*, 2014/2, p. 99.

depuis sa discipline et sa position, de faire place à cette double dimension. La démarche se veut également socio-juridique dans la manière de concevoir le droit et les droits. Les juristes s'intéressent généralement au droit des normes, à travers l'étude, principalement, des règles de droit et de la jurisprudence. Dans cette perspective, les droits sont d'abord pensés abstraitement comme ceux qui sont consacrés par l'ordre juridique, formulés dans la loi ou appliqués par le juge. Une autre perspective peut être envisagée, celle du droit vécu. Cette approche, développée notamment par les *socio-legal studies*, vise à faire dialoguer dans la compréhension de situations particulières les manières de penser le droit et la justice dans la vie quotidienne avec les savoirs experts du droit. Elle s'intéresse, notamment, à la manière dont s'articulent les qualifications expertes et les interprétations profanes des droits³⁹ et donne une place importante, à l'instar du courant des *legal consciousness studies*⁴⁰, au rapport qu'entretiennent les individus avec les droits, la manière dont ils se les représentent, le degré de conscience qu'ils en ont⁴¹. Cette approche permet notamment d'éclairer, au-delà des droits qui sont reconnus aux personnes par le droit positif, le sens qu'elles donnent à ces droits, ce qui compte pour elles.

TROIS DÉTERMINANTS DE L'ACCÈS AUX DROITS : LE LIEU DE VIE, L'ENTOURAGE FAMILIAL ET LES MESURES DE PROTECTION

Les facteurs qui favorisent ou entravent un plein accès aux droits des personnes vulnérables sont assurément multiples et il serait vain de vouloir en dresser une liste exhaustive. Nous avons choisi dans cet ouvrage de nous intéresser principalement à trois dimensions de la « condition socio-juridique » de la personne vulnérable, qui nous semblent jouer un rôle primordial dans l'accès aux droits, avec des effets contrastés. La vie (ou non) en institution, la présence ou l'absence d'un entourage familial et personnel, l'existence ou non d'une mesure légale de protection, sont des éléments qui impactent les droits de la personne, leur exercice et leur réalisation, que ce soit pour faciliter l'accès ou le compliquer. Dans plusieurs des cas évoqués dans cet ouvrage, ces trois dimensions sont présentes et se trouvent mêlées. Nous avons proposé de classer les contributions en fonction de ce qui nous semblait « faire cas », c'est-à-dire faire surgir le problème, dans le récit de chacune.

39. PORTA Jérôme et THÉVENOT Laurent, « Introduction : une expérience de recherche coopérative et transverse entre droit et sciences sociales », *La Revue des droits de l'homme*, 16/2019, 14 mai 2019, [<http://journals.openedition.org/revdh/6460>], consulté le 6 juillet 2023.

40. PÉLISSE Jérôme, « A-t-on conscience du droit ? Autour des *legal consciousness studies* », *Génèses*, n° 59, 2005/2, p. 114.

41. ENGEL David et MUNGER Franck, *Le droit à l'inclusion. Droit et identité dans les récits de vie des personnes handicapées aux États-Unis*, Paris, EHESS, coll. « En temps et lieux », 2017, 287 p.